|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | **HOME-D-2** |
| Numéro de poste Sysper: | 258103 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Martin SCHIEFFER  1er trimestre 2023  2 années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: Click or tap to enter a date. |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

L’unité de « Lutte contre le terrorisme » contribue à l'objectif de l'UE d'offrir un niveau élevé de sécurité aux citoyens européens et donc à la création d'un espace de justice, de liberté et de sécurité. Sur la base de la stratégie de l'UE pour l'union de la sécurité de juillet 2020 et du programme de lutte contre le terrorisme pour l'UE de décembre 2020, l'unité élabore des politiques et une législation pour lutter contre le terrorisme et est également responsable de la lutte contre le financement du terrorisme.

L'unité coordonne l'approche globale de la Commission en matière de lutte contre le terrorisme, y compris au sein des groupes de travail compétents du Conseil, et est le point de contact de la Commission pour le Centre européen de lutte contre le terrorisme (ECTC) au sein d'Europol. L'unité est également responsable d'un certain nombre de groupes d'experts de la Commission et de réseaux d'application de la loi, et poursuit la coordination avec les principaux partenaires internationaux dans la lutte contre le terrorisme.

**Présentation du poste (nous proposons)**

L'expert national sélectionné fera partie d'une équipe se concentrant sur toutes les questions liées au financement du terrorisme. Cela comprend notamment un soutien à la gestion du programme UE-États-Unis de surveillance du financement du terrorisme (TFTP), une coopération étroite avec les enquêteurs sur le financement du terrorisme des Etats membres, des travaux sur le lien entre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent et l'analyse des pays tiers considérés à risque élevé en matière de financement du terrorisme. D'autres aspects des travaux porteront sur les aspects de droit pénal européen de la lutte contre le financement du terrorisme, et notamment les parties pertinentes de la directive 2017/541 du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme, l'instrument juridique clé de l'UE dans le domaine de la lutte contre le terrorisme dont l'unité est responsable. Le poste consistera à soutenir des actions visant à faciliter l'accès des forces de l'ordre aux informations financières aux fins d'enquêtes antiterroristes et d'autres autorités publiques impliquées dans des enquêtes ainsi que des acteurs privés (utilisation de partenariats public-privé). Il/elle peut être invité(e) à rédiger des documents de politique à utiliser au sein et à l'extérieur de la Commission et à préparer des réponses aux questions parlementaires, à rédiger des notes d'information et à fournir des analyses juridiques. Le poste implique des contacts fréquents et une coopération étroite avec les experts des Etats membres, d'autres services de la Commission et Europol. Les tâches spécifiques peuvent inclure la gestion d'un réseau d'enquêteurs financiers antiterroristes, le travail sur les aspects internationaux du financement du terrorisme et la coopération avec les pays tiers ainsi que l'étude de l'impact des mesures antiterroristes sur les droits fondamentaux et la protection des données. Selon le profil de l'expert sélectionné, des tâches supplémentaires peuvent être confiées au titulaire du poste.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

L'expert national sélectionné devra avoir une bonne compréhension des principales tendances du terrorisme dans l'UE et des défis liés au financement du terrorisme, y compris les nouvelles méthodes de paiement et les nouveaux outils technologiques. En outre, il doit également être conscient des problèmes auxquels sont confrontés les services nationaux de lutte contre le terrorisme et des différents aspects de la coopération européenne en matière de lutte contre le terrorisme. Le candidat sélectionné doit être en mesure de s'appuyer sur son expérience au niveau national pour contribuer à l'élaboration de politiques, d'outils et de pratiques de l'UE qui soutiennent efficacement les Etats membres dans la lutte contre le financement du terrorisme. Il/elle doit être un joueur d'équipe dynamique et flexible avec de bonnes compétences en communication écrite et orale, qui aime travailler avec un éventail de parties prenantes dans un domaine politique en évolution rapide.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)